

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 16 Janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRANSFO SERVICES**

ZAC de la Goulgatière  
2 boulevard Laënnec - BI 82128  
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2025-022  
Code AIOT : 0005503600

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement TRANSFO SERVICES implanté ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSFO SERVICES
- ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005503600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est dédié à la maintenance de transformateurs électriques de moyenne et forte puissance, essentiellement pour le compte d'Enedis.

Cela comprend notamment la vidange de l'huile (comportant parfois du PCB) et son remplacement

par de l'huile "propre", ainsi que des opérations de nettoyage, de mise en peinture et d'essais des performances électriques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Protection foudre  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16    | Avec suites, Lettre de suite préfectorale  | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 2  | Zonage des dangers | Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 3  | Défense incendie   | AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1  | Avec suites, Lettre de suite préfectorale  | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée avec la participation du SDIS35 a permis d'identifier les solutions techniques permettant de répondre à la mise en demeure du 9 mai 2022 relative au dimensionnement et à la disponibilité des moyens en eau incendie.

L'exploitant doit désormais mettre en œuvre les aménagements nécessaires et s'assurer qu'il dispose des capacités de confinement suffisantes des eaux d'extinction en cas d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection foudre

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations foudre  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>(...) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.<br/>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>   |
| <b>Constats :</b> <p>Le rapport de contrôle FoudreTECH du 18/12/23 signale une prise de terre NC côté massif (résistivité &gt; 10 ohms) et l'absence de registre/notice de vérification et maintenance pour les paratonnerres.</p> <p>L'exploitant indique avoir un devis en cours de validation pour la prise de terre, et avoir transmis au prestataire les éléments nécessaires au lancement de la nouvelle étude foudre de l'installation.</p> <p>La notice de vérification et maintenance des paratonnerres sera disponible en février 2025.</p> <p><b>&gt; L'exploitant transmet, sous 2 mois, à l'Inspection la notice de vérification et maintenance des paratonnerres et les éléments attestant de la mise en conformité de la prise de terre.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

## N° 2 : Zonage des dangers

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones de dangers   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024</li></ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Le plan incendie du site a été mis à jour en précisant le zonage ATEX, mais doit encore être modifié pour intégrer les autres risques du site (zone incendie et stockage de produits chimiques notamment).</p> <p><b>&gt; L'exploitant transmet à l'Inspection, sous 1 mois, le plan de zonage des risques actualisé.</b></p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 3 : Défense incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024</li><li>•</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Cette mesure sera réalisée :</p> <p>- à partir de 3 poteaux incendie de 100 mm sur réseau privé, alimentés par une conduite de diamètre au moins égale à 100mm permettant un débit simultané de 60 m<sup>3</sup>/h chacun et situés à moins de 200m du site ;</p>  |
| <b>Constats :</b> <p>L'étude de simultanéité d'utilisation des 3 poteaux incendie présents sur la voie publique autour du site a conclu que le réseau est en capacité d'alimenter seulement 2 poteaux en simultané pour délivrer 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h, à condition que les 2 poteaux soient sur des secteurs de distribution différents.</p> <p>Le SDIS35 recommande de retenir l'utilisation d'un seul poteau à la fois sur les trois disponibles et de prévoir le complément par une réserve de 360 m<sup>3</sup> installée sur site pour disposer des capacités en eau d'extinction nécessaires.</p> <p>Un réservoir souple comportant 3 poteaux d'aspiration et 3 aires de mise en aspiration placés sur la surface enherbée à l'ouest du site pourraient permettre de répondre à ce besoin.</p> <p>Le réservoir, les poteaux d'aspiration et aires associées doivent cependant être positionnés de telle sorte que l'exposition aux flux thermiques du personnel de secours amené à intervenir n'excède pas 5 kW/m<sup>2</sup>.</p> <p>&gt; L'exploitant transmet à l'Inspection sous 3 mois une proposition d'aménagement du site permettant de disposer des moyens en eau nécessaires pour lutter contre un incendie (240m<sup>3</sup>/h pendant 2h).</p> <p>&gt; L'exploitant dispose, sous 6 mois, des moyens en eau nécessaires pour lutter contre un incendie (240m<sup>3</sup>/h pendant 2h) et programme la réception de ces moyens par les services du SDIS35.</p> <p>Dans le dossier d'extension du site de 2007, les besoins en rétention d'eaux en cas d'incendie étaient évalués à 442 m<sup>3</sup> (dont 360 m<sup>3</sup> d'eau incendie). Le volume d'eau incendie nécessaire ayant été revu à la hausse, les volumes à confiner en cas d'incendie doivent être réévalués (à l'aide du guide D9a) et les capacités de rétention vérifiées.</p> <p>&gt; L'exploitant réalise et transmet à l'Inspection sous 3 mois un nouveau calcul D9A de dimensionnement des rétentions d'eaux incendie et vérifie qu'il dispose des capacités de confinement suffisantes sur site. Si des rétentions supplémentaires sont nécessaires, il les met en</p> |

|  |
|--|
| <b>œuvre sous 6 mois.</b>                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                      |